Changement climatique : les Grands de ce Monde regardent ailleurs !

Essai d'analyse politique, économique et institutionnelle

> **NOTE D'INTENTION**
>
> *Ce travail ne prétend pas être un mémoire académique officiel. Il s'agit d'une démarche indépendante d'information et de sensibilisation, pensée pour explorer les causes profondes de la crise climatique et exposer ses conséquences redoutables* [cite: 1]*. J'ai pris le parti de mettre en retrait mon engagement militant le plus direct — dont on trouvera le reflet sur mon blog — pour privilégier un cadre de réflexion clair, rigoureux et documenté* [cite: 1].

1. Le théâtre de l'action : quand l'attention politique devient un art du détournement

Le climat s'est fait une place au sommet [cite: 1]. Il s'invite dans les déclarations des chefs d'État, s'affiche dans les bilans des grands groupes et s'impose à l'agenda des rencontres internationales [cite: 1]. Mais cette omniprésence de façade ne garantit en rien la pertinence des actes [cite: 1].

Regardons les faits : une analyse comparative menée par Roelfsema et son équipe montre que même si tous les pays appliquaient à la lettre leurs engagements actuels (les « contributions déterminées au niveau national »), l'écart entre nos trajectoires réelles et les exigences de l'Accord de Paris ne réduirait que d'un tiers [cite: 1]. Nous ne faisons pas face à un vide absolu, ni à un simple problème de communication [cite: 1]. C'est un assemblage bancal de mesures concrètes, d'engagements cosmétiques et de verrouillages institutionnels qui neutralisent les résultats [cite: 1].

Quand j'affirme que *« les Grands de ce Monde regardent ailleurs »*, je ne vise pas l'aveuglement individuel de tel ou tel dirigeant [cite: 1]. Je dénonce un arbitrage politique délibéré [cite: 1]. Regarder ailleurs, c'est choisir ce que l'on veut bien voir : mettre en lumière des chantiers renouvelables tape-à-l'œil tout en continuant de protéger, dans l'ombre, des infrastructures fossiles ou en différant une taxe pourtant indispensable [cite: 1]. Le regard des puissants ne fuit pas le climat : il se focalise sur les angles morts qui rendent l'ajournement acceptable [cite: 1].

Ces « grandes puissances » ne forment ni un bloc uni ni un tribunal moral [cite: 1]. Ce sont des géants dont les décisions pèsent sur l'avenir de la planète [cite: 1] :

- **Les États-Unis et la Chine** façonnent la trajectoire énergétique mondiale par leurs marchés et leurs modèles industriels [cite: 1].
- **L'Union européenne** déploie sa puissance réglementaire pour imposer des normes climatiques au-delà de ses frontières [cite: 1].

- **Le G20** rassemble les économies dont les choix budgétaires et les subventions aux énergies fossiles conditionnent la suite de l'histoire [cite: 1].

LE TRIPLE PIÈGE DU RETARD CLIMATIQUE

Dimension	Mécanismes de blocage
1. Mécanismes politiques	Vétos, jeux d'influence locaux et fragmentation des responsabilités [cite: 1].
2. Verrouillages économiques	Protection des capital-actifs fossiles et dépendance aux infrastructures lourdes [cite: 1].
3. Paravents discursifs	Discours centrés sur le « coût » et le sacrifice plutôt que sur l'action concrète [cite: 1].

Pourquoi ce blocage persistant ? Parce que transformer la science en décisions politiques exige d'arbitrer des conflits d'intérêts [cite: 1]. Comme le rappellent Amy Dahan et Nicolas Guillemot, accumuler les preuves scientifiques ne produit pas automatiquement un consensus politique [cite: 1]. Les gouvernements hésitent à trancher sur la répartition des coûts, la vitesse de transition ou la valeur des actifs à abandonner [cite: 1]. Faire croire qu'il nous faut toujours « plus d'expertise » est parfois le meilleur moyen de repousser les choix douloureux [cite: 1].

En pratique, le retard s'organise :

- **Sur le plan politique :** Linquiti et Cogswell ont montré qu'aux États-Unis, la présence de gisements de charbon ou de gaz dans un État était directement corrélée à sa participation aux recours juridiques contre le *Clean Power Plan* [cite: 1]. L'exposition économique se convertit en droit de veto institutionnel [cite: 1].
- **Sur le plan économique :** Kinol et ses coauteurs révèlent comment des géants comme Chevron créent des alliances avec l'agrochimie ou le secteur des plastiques [cite: 1]. Quand un débouché énergétique recule, l'industrie fossile redéploie ses hydrocarbures vers d'autres secteurs pour sauvegarder ses revenus [cite: 1].
- **Sur le plan du discours :** La stratégie s'est affinée [cite: 1]. On ne nie plus toujours le réchauffement ; on insiste désormais sur le coût supposé insurmontable de la transition ou sur l'injustice des sacrifices demandés aux individus, tout en présentant le gaz naturel comme le « partenaire indispensable » des renouvelables [cite: 1].

DÉCOUPLAGE ENTRE DISCOURS ET MISE EN ŒUVRE

ÉCART D'AMBITION

Insuffisance des objectifs affichés par rapport aux trajectoires de l'Accord de Paris [cite: 1].

➔

ÉCART DE MISE EN ŒUVRE

Déficit béant entre les promesses faites et les actes/budgets réellement alloués [cite: 1].

Il faut ainsi séparer deux manquements : **l'écart d'ambition** (quand l'objectif affiché est trop faible) et **l'écart de mise en œuvre** (quand l'objectif est grandiloquent mais qu'aucun moyen budgétaire ou juridique n'est mobilisé pour l'atteindre) [cite: 1].

Cette hypocrisie se retrouve au niveau international [cite: 1]. L'Accord de Paris repose sur la bonne volonté et la transparence, avec un comité de suivi pensé pour être « facilitateur » et « non punitif » [cite: 1]. C'est un cadre collaboratif précieux, mais qui laisse la porte ouverte aux déclarations floues, aux calendriers lointains et aux excuses sans fin [cite: 1].

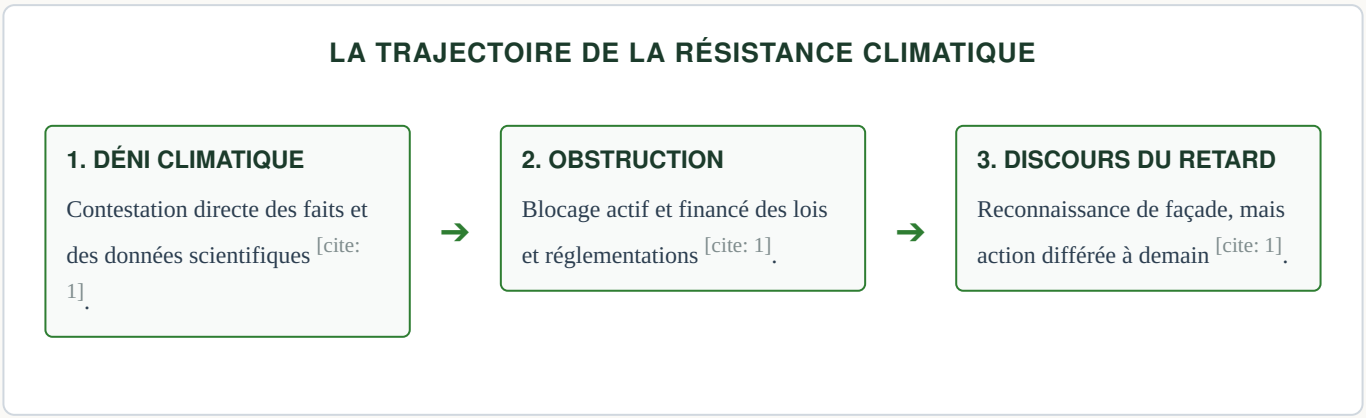
Prenez l'exemple des subventions aux énergies fossiles : si le G20 s'est engagé à les supprimer dès 2009, van Asselt a constaté qu'en 2021, seule l'Indonésie publiait un bilan transparent et détaillé de ses progrès [cite: 1]. De même, pour la finance climatique destinée aux pays du Sud, les grandes puissances historiques rechignent à honorer leurs promesses financières, minant la confiance fondamentale nécessaire aux négociations [cite: 1].

Axe d'analyse	Ce qui se passe en réalité
Poids des super-riches	Une part colossale des émissions provient des modes de vie et des investissements des 1 % les plus aisés, alors que les politiques ciblent souvent le consommateur moyen [cite: 1].
Fuite des capitaux d'aide	Une partie des fonds internationaux d'adaptation est captée par des intermédiaires administratifs au détriment des populations exposées [cite: 1].
Transparence et justice	Rendre les politiques publiques vérifiables et donner une voix réelle aux communautés marginalisées sont les conditions *sine qua non* d'une transition juste [cite: 1].

L'objectif de ce travail est de répondre à une interrogation centrale : **par quels rouages politiques, économiques et rhétoriques les grandes puissances entretiennent-elles ce retard climatique, et comment pouvons-nous transformer nos institutions pour enfin aligner nos actes sur nos paroles [cite: 1] ?**

2. Penser le retard : du déni de la science au verrouillage des institutions

Pour comprendre pourquoi l'action piétine, il convient de poser un cadre d'analyse rigoureux et de distinguer les mécanismes à l'œuvre [cite: 1].



1. **Le déni climatique :** Il rejette les faits — la hausse des températures, la responsabilité humaine ou la gravité des risques [cite: 1]. S'il reste présent dans certains cercles, il est devenu politiquement coûteux [cite: 1].
2. **L'obstruction climatique :** Elle désigne des actions ciblées, souvent financées par des groupes d'intérêts, pour affaiblir ou bloquer les réglementations écologiques [cite: 1].
3. **Les discours du retard :** C'est la forme la plus pernicieuse [cite: 1]. Le problème est reconnu, mais l'action est sans cesse reportée [cite: 1]. On invoque le coût économique, on exige que le voisin agisse d'abord, ou l'on promet des technologies miraculeuses pour 2050 pour éviter d'avoir à agir aujourd'hui [cite: 1].

Comme l'ont montré Ekberg et Pressfeldt, la résistance au changement ne découle pas seulement d'intérêts financiers bruts : elle s'enracine aussi dans des postures idéologiques, notamment néolibérales, qui refusent par principe toute planification publique et toute régulation des marchés [cite: 1].

La manipulation de l'attention et le verrouillage carbone

L'attention politique est une ressource rare [cite: 1]. Dévier l'attention ne demande pas de faire disparaître le mot « climat » des journaux, mais de braquer les projecteurs sur des sujets secondaires pour éviter d'évoquer les vrais arbitrages [cite: 1]. De la même façon, la crédibilité d'un État ne se mesure pas à ses promesses lyriques à l'horizon 2050, mais à la cohérence de son budget et de son droit pénal à court terme [cite: 1].

> **LE MÉCANISME DU VERROUILLAGE CARBONE**
>
> Infrastructures lourdes ➔ Actifs financiers à rentabiliser ➔ Dépendance au sentier ➔ Pression politique des acteurs en place = **Impossibilité d'abandonner les fossiles sans pertes financières immédiates [cite: 1].**

Ce « verrouillage carbone » s’auto-entretient [cite: 1]. Lorsqu'un pays construit une centrale à gaz ou une infrastructure portuaire, il crée des flux financiers, des emplois et des rentes [cite: 1]. Revenir en arrière devient un parcours du combattant politique [cite: 1]. C'est ce qui explique que des collectivités locales ou des ministères des Finances se battent farouchement pour préserver des avantages fiscaux accordés aux fossiles, bloquant ainsi toute alternative verte [cite: 1].

Grille d'analyse multiniveau

Pour décortiquer chaque décision publique, notre étude croise quatre dimensions essentielles [cite: 1] :

- **Les Acteurs :** Ministères, multinationales, juges, citoyens [cite: 1]. Qui détient le pouvoir réel [cite: 1] ?

- **Les Instruments :** Lois, subventions, taxes, permis d'émissions [cite: 1]. Sont-ils financés et applicables [cite: 1] ?
- **Les Arènes :** Où la décision se prend-elle [cite: 1] ? (Au Parlement, lors d'un sommet du G20 ou dans le secret d'un tribunal d'arbitrage privé [cite: 1] ?)
- **Les Échelles :** Comment la promesse faite à l'ONU se traduit-elle dans la réalité d'une région ou d'une commune [cite: 1] ?

3. Gouvernance internationale : les limites de la bonne volonté

L'architecture climatique mondiale n'est pas un gouvernement supranational [cite: 1]. Elle repose sur le compromis, la négociation et le pouvoir incitatif [cite: 1].

Instance	Rôle et limites institutionnelles
Accord de Paris (2015)	Souple, fondé sur la transparence et la révision, mais dépourvu de sanctions directes [cite: 1].
Le G20	Concentre la majorité des émissions, mais peine à supprimer ses subventions fossiles [cite: 1].
Clubs climatiques	Coalitions ciblées (ex: Under2), agiles mais aux critères d'adhésion parfois flous [cite: 1].

L'Accord de Paris impose des règles de conduite et de transparence, mais ne sanctionne pas un État qui rate son objectif [cite: 1]. Le risque ? Que la participation aux sommets tienne lieu d'action et que les révisions quinquennales deviennent de simples exercices d'auto-justification [cite: 1].

De son côté, la finance climatique mondiale reste marquée par de profonds déséquilibres [cite: 1] :

1. **Promesses non tenues :** L'engagement des pays riches de verser 100 milliards de dollars par an aux pays du Sud a pris un retard considérable, minant la confiance diplomatique [cite: 1].
2. **Négligence de l'adaptation :** L'essentiel des fonds va à l'atténuation (réduction des émissions), délaissant l'adaptation aux catastrophes climatiques déjà inévitables [cite: 1].
3. **Le casse-tête des « Pertes et Préjudices » :** Bien qu'un fonds dédié ait été créé, sa dotation reste dérisoire au regard de l'ampleur des dégâts subis par les nations les plus vulnérables [cite: 1].

Parallèlement, on assiste au développement du droit international comme terrain de lutte [cite: 1]. Les traités commerciaux contiennent parfois des clauses de protection des investissements permettant à des entreprises pétrolières de poursuivre des États qui adoptent des lois écologiques [cite: 1]. À l'inverse, les citoyennes et citoyens se tournent désormais vers les tribunaux internes et internationaux pour forcer leurs gouvernements à agir, faisant du juge un acteur central de la transition [cite: 1].

4. La fabrique du retard : rouages économiques, politiques et médiatiques

Comment s'exerce le blocage au quotidien [cite: 1] ? Il emprunte trois canaux principaux :

LES TROIS MOTEURS DU RETARD TEMPOREL

- **Moteur Économique :** Alliances industrielles, protection des rentes et greenwashing obligataire [cite: 1].
- **Moteur Médiatique :** Cadrage centré sur le « coût » immédiat des mesures et chambres d'écho sur les réseaux sociaux [cite: 1].
- **Moteur Expertise :** Instrumentalisation de l'incertitude et captation de la recherche universitaire [cite: 1].

1. Le verrouillage économique et financier

Les géants de l'énergie ne se contentent pas de vendre du pétrole : ils investissent la pétrochimie et la fabrication des plastiques pour sécuriser leurs débouchés [cite: 1]. De plus, l'essor des marchés de compensation carbone ou de « capital naturel » offre une porte de sortie pratique : acheter des crédits carbone douteux à l'autre bout du monde permet de proclamer sa « neutralité carbone » tout en continuant d'extraire des hydrocarbures [cite: 1].

2. Le relais médiatique et les réseaux sociaux

L'analyse des médias montre que la couverture du climat a évolué [cite: 1]. Si l'urgence est mieux documentée, les débats s'articulent trop souvent autour de la contrainte et du fardeau financier immédiat pour les ménages, masquant les coûts bien plus colossaux de l'inaction [cite: 1]. Sur les réseaux sociaux, la polarisation est amplifiée par les algorithmes : les espaces de discussion se fragmentent en chambres d'écho où la désinformation et le doute fabriqué circulent en boucle [cite: 1].

3. La capture de l'expertise

L'industrie a appris à utiliser la science contre elle-même [cite: 1]. En finançant des chaires universitaires ou des centres de recherche ciblés — comme l'ont documenté Morris et Jacquet pour le secteur de l'élevage intensif —, certains acteurs privés influencent l'agenda scientifique, valorisent l'autorégulation et marginalisent les politiques contraignantes [cite: 1]. L'incertitude est instrumentalisée : tant qu'une étude n'est pas « parfaite », le politique s'en sert d'excuse pour attendre [cite: 1].

5. Les grandes puissances face au miroir de leurs contradictions

Chaque géant économique déploie sa propre manière de différer l'action [cite: 1] :

Puissance	Stratégie et contradictions internes
États-Unis	Politiques d'investissements ambitieuses, mais se heurtant à une polarisation politique extrême et aux vétos des États producteurs de gaz et de charbon [cite: 1].
Union européenne	Puissance normative majeure capable d'imposer des normes globales, mais freinée par des résistances internes et des blocages budgétaires [cite: 1].
Chine	Déploiement record des énergies renouvelables, mais maintien simultané de nouvelles centrales au charbon au nom de la sécurité énergétique [cite: 1].
Pays émergents / Inde	Les exigences environnementales se heurtent directement aux priorités de développement humain et de lutte contre la pauvreté [cite: 1].

6. Justice climatique : les leviers pour briser l'inertie

L'efficacité d'une politique écologique est indissociable de sa justice sociale [cite: 1]. On ne fera pas la transition contre les populations, ni en ignorant les inégalités de pouvoir [cite: 1].

Pour sortir de la spirale du retard, cinq conditions sont indispensables [cite: 1] :

1. **La précision des obligations :** Bannir les déclarations d'intention vagues et imposer des étapes intermédiaires chiffrées, contraignantes et contrôlées [cite: 1].
2. **L'alignement des moyens :** Donner aux administrations locales et aux autorités de contrôle le personnel, le budget et le pouvoir juridique nécessaires pour appliquer les règles [cite: 1].
3. **La traçabilité des impacts :** Mesurer en continu qui gagne et qui perd lors de l'application d'une norme ou du versement d'une aide financière [cite: 1].
4. **Le recours effectif :** Permettre aux citoyennes, citoyens et associations de contester devant la justice toute décision incompatible avec la trajectoire climatique [cite: 1].
5. **La révisabilité des politiques :** Instaurer des mécanismes d'évaluation automatique pour corriger le tir dès qu'un écart apparaît entre la promesse et le résultat [cite: 1].

7. Conclusion : Restaurer la chaîne de la responsabilité

Le constat est sans appel : les grandes puissances ne sont pas frappées de cécité, elles choisissent d'accommoder leur calendrier à la défense d'intérêts immédiats [cite: 1]. Le retard climatique n'est pas un accident de parcours, mais le produit combiné de structures économiques fossiles, de règles du jeu institutionnelles biaisées et de récits rassurants destinés à masquer l'inaction [cite: 1].

Face à ce constat, se contenter de dénoncer l'hypocrisie des élites ne suffit plus [cite: 1]. Il faut reconstruire la chaîne de responsabilité de bout en bout [cite: 1] :

- Rendre chaque engagement pleinement vérifiable [cite: 1].

- Supprimer les clauses juridiques qui protègent les investissements destructeurs [cite: 1].
- Offrir des compensations ciblées et équitables aux secteurs et personnes touchés par la transition [cite: 1].
- Donner du pouvoir aux juges, aux citoyens et aux territoires pour corriger les trajectoires d'État [cite: 1].

C’est à ce prix — et à ce prix seulement — que l'attention politique cessera de se porter ailleurs pour enfin affronter la seule urgence qui vaille [cite: 1].